

contraires et notamment celles de l'arrêté n° 240 du 13/09/2001.

Article 3 - Le Directeur de la Tutelle des Entreprises Publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

### **Ministère des Affaires Economiques et du Développement**

#### **Actes Réglementaires**

Arrêté n° R - 826 du 30 octobre 2001 portant création du comité de coordination du programme de développement urbain (PDU).

ARTICLE PREMIER - Il est créé un comité technique de coordination du PDU (CTC/PDU) en lieu et place du comité technique interministériel chargé du suivi de la préparation du programme de développement urbain (PDU).

Article 2 - Le Comité technique de coordination assiste le comité interministériel de suivi du PDU pour les tâches qui lui sont confiées par celui-ci notamment :

- l'examen du programme annuel et du budget du PDU ;
- l'examen de l'état d'exécution des différentes composantes du programme ;
- la préparation de l'ordre du jour des réunions du comité interministériel ;
- le suivi de la mobilisation des financements des bailleurs de fonds impliqués dans le programme ;
- la préparation de synthèses et d'analyses nécessaires à la validation des études à soumettre au comité interministériel.
- Saisir le comité interministériel de toutes questions importantes concernant la mise en œuvre du PDU.

Article 3 - Le comité technique de coordination est composé ainsi qu'il suit :

#### président :

le directeur de la Programmation et des Etudes du MAED

#### Membres :

- Le directeur de la Lutte contre la pauvreté au CDHLCPI
- le directeur des collectivités locales/MIPT
- le directeur des Domaines, du Timbre et de l'Enregistrement ;
- le directeur des Bâtiments, de l'Habitat et de l'Urbanisme du MET
- le directeur de l'Environnement et de l'Aménagement Rural - MDRE
- le coordinateur de la CCP/PDU
- le directeur général de l'Agence de Développement Urbain de Nouakchott
- le directeur général de la Sonelec
- le directeur général de l'Amextipe
- le directeur général de la Socogim
- le président de l'Association des Maires de Mauritanie ou son représentant.

Le comité technique de coordination peut s'adjoindre toute personne dont l'expertise peut être jugée utile à l'occasion de l'examen de certains points de l'ordre du jour de ses réunions.

Article 4 - Le secrétariat du comité technique de coordination est assuré par le coordonnateur de la CCP/PDU qui, en liaison avec son président, prépare les projets d'ordre du jour et les documents et les fait diffuser et établit les PV de ces réunions.

Article 5 - Le comité technique se réunit en session ordinaire au moins une fois tous les trois mois, sur convocation de son président, et en session extraordinaire autant de fois que nécessaire.

Article 6 - Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et du Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge et remplace l'arrêté n° R - 651 du 23 août 2000 et qui sera publié au Journal Officiel.